

UNIVERSITÀ DEGLI STUDI DI PISA
Istituto di Lingua e Letteratura Francese

Atti del Colloquio Internazionale
GLI «IDÉOLOGUES» E LA RIVOLUZIONE
(Grosseto, 25-27 settembre 1989)

a cura di Mario Matucci



GLI «IDÉOLOGUES» E LA RIVOLUZIONE

GROSSETO

25-27 Settembre 1989

Colloquio Internazionale organizzato dall'Istituto di Lingua e Letteratura Francese della Facoltà di Lettere dell'Università di Pisa, diretto dal Prof. MARIO MATUCCI, con la collaborazione delle seguenti istituzioni:

- UNESCO
- Società Universitaria per gli Studi di Lingua e Letteratura francese.
- Università di Angers.
- Assessorato alla cultura del Comune di Grosseto.

Con il contributo del Ministero dell'Università e della Ricerca Scientifica e Tecnologica.



PROGRAMMA

Lunedì 25 settembre - SALA AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE

- ore 10.00 — *Presidente:* Arnaldo PIZZORUSSO (Firenze)
- Roland MORTIER (Bruxelles): André Morellet devant la Révolution.
 - Simone BALAYÉ (Paris): Un ennemi des Lumières: le journaliste Joseph Fiévée.
 - Michèle CRAMPE-CASNABET (Paris): Qu'est-ce que le peuple? De l'*Encyclopédie* à l'Idéologie.
 - Gerda HASSLER (Halle): Lumières et Idéologie: continuité ou rupture?
- ore 15.30 — *Presidente:* Sergio MORAVIA (Firenze)
- Jacques CHOUILLET (Paris): Un Idéologue sous la Révolution: Garat.
 - Rose GOETZ (Nancy): Destutt de Tracy acteur et philosophe de la Révolution.
 - André MAINDRON (Poitiers): Cabanis, un médecin sous la Révolution.
 - Jean GOLDZINK (Paris): Ginguené lecteur de la Révolution.
 - François AZOUVI (Paris): Les Idéologues et la Révolution française: le cercle de la république et de la philosophie.

Martedì 26 settembre - SALA AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE

- ore 9.00 — *Presidente:* Roland MORTIER (Bruxelles)
- Sergio MORAVIA (Firenze): 'Raison' e Rivoluzione. L'avventura politica degli ideologi (1789-1810).
 - Roger TEXIER (Angers): Les Idéologues, la morale naturelle et la cité séculière.
 - Patrizia OPPICI (Parma): Joseph-Marie De Gérando: de la philanthropie au mysticisme.

Mercoledì 27 settembre - SALA AMMINISTRAZIONE PROVINCIALE

- Jean-Paul FRICK (Nancy): Destutt de Tracy et la démocratie de la raison éclairée.
- Edna LEMAY (Paris): L'efficacité du discours des futurs Idéologues à l'Assemblée nationale constituante (1789/1791).
- B.G. GARNHAM (Durham): Unité et division: l'idée de gouvernement chez les Idéologues.
- Henry DENEYS (Nice): La chronologie asiatique ancienne contre le «roman juif»? (à propos des *Recherches nouvelles sur l'histoire ancienne*, de Volney, 1813).

ore 15.30 — *Presidente*: Anne Marie JATON (Pisa)

- Franck P. BOWMAN (Philadelphia): Degérando et la théorie des signes.
- Maurice MAUVIEL (Paris): Garat, Ginguené et l'Italie.
- Gérard GENGEMBRE (Paris): Raison du style, style de la raison: littérature et Idéologie chez Mme de Staël.
- Daniela GALLINGANI (Bologna): *L'Essai sur le perfectionnement des Beaux-Arts par les sciences exactes ou calcul et hypothèses sur la poésie, la peinture et la musique*, de Reveroni de Saint-Cyr: la littérature «médicalisée».



Sono lieto di dare Loro il benvenuto, e ringrazio gli illustri colleghi che hanno accettato il nostro invito a partecipare a questo colloquio sugli «Idéologues e la Rivoluzione», colloquio da noi organizzato, e che segue, a distanza di tre anni, quello su Volney et les Idéologues che ebbe luogo presso l'Università di Angers. Oserei affermare che i due colloqui fanno parte del medesimo intento, teso ad apportare un contributo effettivo alla sistemazione globale dell'Ideologia nella storia delle idee. Epoca estremamente fluida, non riconducibile ad una cifra unitaria, di difficile sistemazione, posta come essa è al tramonto delle generazioni dei Philosophes, cui sembra richiedere un'estensione dei confini imposti alla storia delle Lumières.

Sono certo che i nostri colleghi porteranno un vivificante contributo agli studi sull'Idéologie. Dico vivificante, e lo dico in tutti i sensi, in quanto penso ad Amaury, l'eroe beuviano di Volupté, che, di fronte al mondo «doloroso» di Lamarck, nel mentre sente l'attrazione potente del filosofo, avverte il tono appassionato e quasi doloroso che in lui si mescolava alla scienza perché, dice Amaury, Lamarck separava la vita dalla natura e la natura era per lui la pietra, il granito della tomba, la morte.

Orbene, di fronte ad una così gelida visione, la scienza e la passione dei nostri colleghi, la varietà degli argomenti che stiamo per trattare mostreranno la vivacità della filosofia dell'«Idéologie», la sua importanza essenziale durante la Rivoluzione francese, e la misteriosa influenza sui tempi successivi, da Destutt de Tracy a Stendhal, da Cabanis a Balzac.

Permettetemi adesso di ringraziare, in primis, il sindaco del Comune di Grosseto e tutti i suoi collaboratori che, con la consueta gentilezza e generosità, hanno voluto ospitarci ed offrirci gli strumenti necessari per la riuscita del nostro congresso. Ringrazio il Rettore dell'Università di Pisa per la fiducia sempre accordata al nostro Istituto. Ringrazio il Prof. Elia, Pro-Rettore ancora per alcuni giorni, il quale con la sua amicizia e il suo entusiasmo per la nostra iniziativa, ci ha reso possibile affrontare progetti che senza il suo aiuto non avremmo potuto realizzare. Esprimo la mia gratitudine anche ad Anne Marie Jaton che, superando certe mie stanchezze, ha organizzato con me questo colloquio. Ringrazio infine i colleghi e gli amici del mio Istituto, in particolare Luciana Rioli e Marina Bailo, per la loro sempre fedele collaborazione.

MARIO MATUCCI



GARAT, GINGUENÉ ET L'ITALIE

Dominique Joseph Garat dans ses *Mémoires sur M. Suard, Le XVIII^e siècle et la Révolution française*, songeait-il au bref et difficile séjour que Ginguéné et lui-même avaient fait en Italie comme Ambassadeurs du Directoire exécutif de la République française? Il y semble vouloir peindre l'Idéologue diplomate qu'il eût désiré être:

«Il existe plus de rapports qu'on imagine entre la diplomatie et la philosophie, entre les talents d'un ambassadeur et ceux d'un homme de lettres. Le même amour de la vérité et de l'humanité devrait être dans leurs âmes; la même faculté d'analyse, le même don de persuader dans leurs paroles».

Garat écrit cet ouvrage au début de la Restauration alors qu'il a été exclu de l'Institut et bien sûr mis à l'écart de tous les honneurs. Son ami Ginguéné est mort en 1816. La mélancolie perce à l'évocation de ces cours italiennes, «douées à si-haut degré du sentiment exquis des convenances, qui choisissent avec sagacité pour ambassadeurs en France des hommes capables de représenter aussi dignement l'Italie dans un congrès de philosophes que dans un Congrès de Ministres». Désenchanté, contraint de se censurer, Garat n'évoque pas l'Ambassade de Ginguéné à Turin, il omet de rappeler qu'il fut lui-même chargé de représenter la République française à la Cour de Naples. Il rêve d'une autre Italie, celle de l'abbé Galiani, de Caraccioli, de Beccaria et de Verri.

Certes les rapports des deux Idéologues à l'Italie ne se résument pas à leur mésaventure diplomatique et l'on sait que Ginguéné qui se prit de passion, très jeune, pour la langue italienne consacra une grande partie de sa vie à écrire sa monumentale histoire de la littérature d'Italie qu'il ne put mener à son terme. Cette mésaventure permet cependant — à travers les erreurs qu'ils commirent, les contradictions qu'ils tentèrent de surmonter — de mieux appréhender leurs convictions intimes, leurs tendances profondes d'Idéologues, de républicains sincères, de défenseurs des libertés essentielles. Patriotes, ils désirent servir les intérêts de



leur pays, ardents républicains, ils se sentent investis d'une mission sacrée mais ils désirent non moins fortement respecter les Autres et plus particulièrement l'Italie; créer de nouveaux liens entre les deux nations, fondés sur les principes de liberté et d'égalité.

Ginguené, lorsqu'il part pour Turin en mars 1798, ne donnait pas encore ses cours de littérature italienne à l'Athénée mais ses recherches étaient déjà avancées. Toute son attention était tendue sur cette question; n'avait-il pas examiné de près les manuscrits des tragédies d'Alfieri que l'écrivain italien avait abandonnés lorsqu'il avait dû quitter précipitamment le sol français?

Comment comprendre que Garat et Ginguené dans une période si difficile, si hérissée d'écueils, aient accepté ces ambassades? Depuis le 9 thermidor leur activité d'Idéologues s'était déployée essentiellement dans les domaines de l'instruction publique, du journalisme et de la critique littéraire. Commissaires à l'Instruction publique (Garat enseigna à l'Ecole Normale de l'an III), ils s'efforcèrent de mettre sur pied un enseignement conforme à leurs idéaux issus des Lumières.

A l'époque du 18 fructidor, Garat et Ginguené jouissaient de la société de Madame de Staël qui estimait et recherchait les hommes du groupe d'Auteuil. Les écrivains de la *Décade* dînaient chez elle une fois par décadi comme on disait encore ⁽¹⁾. *Corinne* sera accueillie chaleureusement par eux comme le furent *De la littérature* en 1800 et *Delphine* en 1803.

Plusieurs hypothèses ont été avancées à ce sujet. Sergio Moravia pense que leur départ pour l'Italie serait dû à un certain découragement: ils auraient renoncé en quelque sorte à la lutte ⁽²⁾. Leur nomination peut être la conséquence du sursaut républicain qui suivit le 18 fructidor. Le Directoire exécutif provoqua un important mouvement diplomatique en prenant appui sur des hommes sûrs, fidèles aux principes de la Révolution. On essaya de renforcer la suprématie du pouvoir civil sur le pouvoir militaire à l'étranger.

Le rôle personnel de La Revellière-Lépeaux en cette période n'est peut-être pas étranger à ces décisions. Membre de l'Institut, il y présenta des communications à caractère linguistique et an-

⁽¹⁾ SAINTE-BEUVE, *Madame de Staël*, in *Portraits de femmes*, Garnier, Paris, 1870, pp. 107-108.

⁽²⁾ S. MORAVIA, *Il tramonto dell'illuminismo. Filosofia e politica nella società francese (1770-1810)*, Laterza, Bari, 1968.



thropologique, notamment sur la Vendée. Sur bien des points, il existait des affinités entre ce membre du Directoire exécutif et les Idéologues. Le plus honnête et le plus sincère des Directeurs s'intéressait beaucoup à la politique étrangère, comme ses *Mémoires* le prouvent. Volney s'était adressé à lui à peu près au même moment afin d'obtenir un poste diplomatique (ils avaient été tous deux représentants de l'Anjou à la Constituante). Enfin, Garat avait proposé à La Revellière-Lépeaux la place de Commissaire à l'Instruction publique. La Revellière-Lépeaux, à la fin de sa proscription, recherchait des moyens d'existence pour lui et sa famille. Par modestie, il refusa d'accepter cette haute fonction.

La mission que Ginguené accomplit à la Cour de Turin a davantage retenu l'attention des historiens que celle de Garat à Naples. Raymond Guyot consacra, au début de ce siècle, quelques pages à l'auteur de l'*Histoire littéraire d'Italie* ⁽³⁾. Il adopta un point de vue étroit, un ton persifleur et condescendant. L'époque n'était pas favorable aux Idéologues. L'œuvre critique et littéraire de Ginguené, ses fonctions à la Commission de l'Instruction publique, retiennent à peine l'attention de l'historien: «Il était poète, critique littéraire, amateur de musique et membre de l'Institut, il s'entendait à la pédagogie».

Le lecteur n'apprendra rien sur la relation Ginguené/Alfieri. Même Paul Hazard dont l'érudition est grande et l'analyse fine fut marqué par la vision mesquine et condescendante que l'on se faisait des Idéologues vers 1900-1915. Ceux-ci ont une vue unitaire de l'homme et des sciences qui s'y rapportent. S. Moravia souligne par exemple que l'on ferait une grave erreur d'appréciation en jugeant Andrieux uniquement sur son œuvre littéraire ⁽⁴⁾. Les déformations et l'étroitesse du point de vue sont constantes chez Guyot qui se délecte des anecdotes dont celle du *Pet-en-l'air*.

Garat et Ginguené seront nommés ambassadeurs du Directoire de la République à Naples et à Turin vers la fin de 1797, alors que de vives tensions se produisent en Italie et en Suisse.

La politique étrangère du Directoire, notamment italienne, manque de précision et apparaît fort ambiguë, voire contradictoire, aux yeux de nos partenaires de la péninsule. Carlo Zeghi précise que le Directoire exécutif français souhaite libérer les Italiens mais en se servant de cette liberté dans la limite des intérêts propres de la France. Par ailleurs Paris affirme en même

⁽³⁾ R. GUYOT, «Ginguené à Turin», *Feuilles d'histoire*, Février 1912.

⁽⁴⁾ S. MORAVIA, *Il tramonto ...*, cit., p. 483.



temps vouloir soutenir les patriotes italiens et respecter les Etats monarchiques. Il tente de rassurer ceux-ci par rapport à la précédente période mais jette l'alarme en voulant les tranquilliser⁽⁵⁾. Ainsi, il bloque la révolution en Piémont mais se montre prompt à en saisir les fruits (occupation de la citadelle de Turin par exemple).

En mars 1798, *Le Moniteur* se fait l'écho des nombreuses manifestations de mécontentement qui éclatent tant en Suisse qu'en Italie. Le Général Brune, qui gagnera Milan peu après, a mis en place un Directoire exécutif helvétique sur le modèle français sans trop se préoccuper de l'opposition de plusieurs cantons. Toujours en Suisse, les réquisitions faites par le Général Schwaenbourg pour l'entretien des troupes sont fort mal acceptées.

En Italie, alors que Ginguéné et Garat prennent possession de leur poste, le *Moniteur* du 28 mars 1798 signale une révolte des habitants du Trastevere excités par des émissaires portant l'image de la Vierge et invitant le peuple à s'armer pour défendre la sainte religion. Des inconnus massacrent plusieurs Français. Les rebelles seront battus, dispersés et vingt-deux coupables fusillés à Albano, Marino et Castello. Le Général Murat intervient avec mille hommes. On arrête des moines, des prêtres, des prélats.

En avril 1798, les Commissaires de la République française à Rome, dont l'Idéologue Daunou, annoncent l'installation de la République romaine. Plusieurs cardinaux dont Mgr Doria sont arrêtés, on met en réquisition l'argent de certaines églises comme celle du Gesù.

Dans la République cisalpine, fleuron de la grande Nation, les relations entre l'autorité de tutelle française et le Directoire cisalpin s'éloignent du rêve des Idéologues. Ceux-ci désiraient sincèrement l'émancipation totale des populations soumises au joug des tyrans. Les alliances politiques et commerciales entre la République française et la Cisalpine ne sont pas négociées sur un pied d'égalité. D'où la colère des Républicains cisalpins éclairés qui ont le sentiment d'avoir fait un marché de dupes. L'arrivée à Milan du Général Brune, doté de pouvoirs exceptionnels, contribue à durcir les relations. Un ordre du 30 germinal (19 avril 1798) signé par le Général en chef précise que «tout individu qui serait trouvé sur le territoire occupé par l'armée française, armé d'un couteau à gaine sera traduit au tribunal militaire et puni de mort».

⁽⁵⁾ C. ZAGHI, *La Rivoluzione Francese e l'Italia*, Studi e ricerche, Editrice Cymba, Napoli, 1966, p. 121 et suivantes.



On comprend que dans un tel contexte, les Souverains de Turin et de Naples aient nourri quelque inquiétude en dépit des assurances prodiguées par le Directoire exécutif. C'est à ce moment que le Prince Pignatelli publie à Naples un édit dont l'objet était de défendre sous peine de poursuites le port des habits qu'il appelle bizarres, scandaleux, indécents. L'affaire du costume à la française de la Citoyenne Ginguené avec jupe courte, fichu et dentelles prend dans ce contexte un piquant singulier. Mais le naïf et bon Ginguené ne voyait pas si loin.

Les deux Idéologues vont gagner l'Italie en mars et avril 1798 par Nemours, Nevers, Moulins, Lyon et Genève. Quatre lettres de Garat écrites à Talleyrand, Ministre des relations extérieures, nous éclairent sur l'état d'esprit et les préoccupations de l'ancien Constituant. Elles sont datées de Turin le 6 germinal (26 mars), de Florence le 21 germinal (11 avril), de Rome le 1 floréal (20 avril) et le 3 floréal (22 avril).

Le spectacle qu'il découvre dès Lyon et Genève l'inquiète, les nouvelles alarmantes qui lui parviennent l'absorbent et il ne fera aucune allusion dans ses lettres aux charmes de l'Italie, aux arts et aux monuments.

En dépit des tensions de l'heure, Garat restera fidèle à ses idéaux. De Lyon, il insiste près du Directoire sur la nécessité de rattacher les Lyonnais à la République par l'Amour plus que par la force, et d'encourager par tous les moyens le commerce et l'industrie, la Terreur ayant fait fuir les ouvriers et enrichi scandaleusement certains profiteurs. Sa commisération le conduit à solliciter du Pouvoir la réparation de maux qu'il n'a pu atténuer en 1793.

A Genève, il observe que la foule s'est répandue de manière insolite sur les places et dans les rues, ce mouvement étant causé, lui a-t-on dit, par l'opposition des habitants au projet de réunion de Genève à la France. Garat semblera se satisfaire des explications que lui donne le Ministre résident français qui l'assure que cette opposition est minoritaire et aristocratique. Il rencontre quelques Genevois de la classe laborieuse et industrielle dont les propos vont dans le sens de ceux du diplomate. Garat a-t-il manqué de temps pour se faire une opinion ferme? Il est difficile de répondre.

Mais c'est surtout la République cisalpine que l'Idéologue est avide de découvrir. Les deux amis sont d'ardents républicains et on sait que Ginguené fut même républicain avant la Républi-



que⁽⁶⁾. On comprend que les Républiques-sœurs portent tous leurs espoirs. C'est chez la fille de Beccaria, l'auteur si admiré du *Traité des délits et des peines*, que Garat discute du traité d'alliance entre les deux Républiques. Il recueille les plaintes amères de ses amis italiens éclairés. Les deux articles qui les blessent le plus sont:

1° - Celui qui oblige la République cisalpine à reconnaître pour ennemis tous les ennemis de la République française.

2° - Celui qui leur impose une contribution de dix-huit millions.

Garat dans la lettre qu'il adressera à Talleyrand ne cherchera pas à atténuer les sentiments des Cisalpins; il ne craint pas d'utiliser des termes durs:

«Ils n'apercevaient encore dans ces deux articles aucune réciprocité, aucune égalité; ils continuaient à croire que par ces deux articles la République cisalpine était traitée non comme une alliée, mais comme une colonie de la France».

Garat souhaite que l'on donne davantage d'autonomie, de puissance et d'étendue à la Cisalpine, la faiblesse de son territoire ne lui permettant pas de tenir son rang «face aux Gouvernants héréditaires qui l'avoisinent». L'humilité, l'abaissement des âmes qu'il a observés à Milan sont dûs à cette exigüité et au fait que le pouvoir réel appartient aux officiers généraux français. L'Idéologue fervent partisan de l'égalité entre les hommes et les nations s'exprime sous la plume du diplomate qui n'a pas encore rejoint son poste:

«En se soumettant aux vœux de la France énoncés par l'organe d'un général, ils ne croient se soumettre qu'à la force; en suivant les vœux de la France énoncés par l'organe d'un Ministre et d'un Ambassadeur, ils se sentent guidés par la raison et par la justice et ils perdront cette habitude avilissante de plier de tous côtés et en tous sens pour prendre une attitude droite, simple et ferme de Républicains». (Florence, 21 germinal).

L'argumentation de Garat rappelle les analyses que faisait Volney dans les conclusions du *Voyage en Egypte et en Syrie* (1787).

⁽⁶⁾ Paul Hazard le signale mais bien vite; cf. lettre de Ginguéné datée du 7 messidor an II (de la prison de Saint-Lazare) adressée au juge. Il en résulte que Ginguéné aurait été un des rares français à manifester des opinions républicaines avant l'établissement de la République. Elle a paru dans *La Révolution française*, année 1905 (Collection Charavay).



Ses préoccupations d'Idéologue-diplomate apparaissent plus clairement encore dans un rapport de 1798, probablement rédigé à Naples et destiné au Directoire de la République française (7). Il y insiste sur l'universalisme de la Révolution française laquelle a trop tendance dans les faits à privilégier les intérêts nationaux. Garat va même jusqu'à emprunter la langue du professeur de l'Ecole Normale de l'an III qu'il fut: «Pour emprunter un moment la belle langue de Bacon, je dirai que ce n'est pas la France que nous voulons perfectionner mais la *tribu humaine*», écrit-il.

Dans ce même rapport, Garat souligne que, contrairement à la France qui possède des patois mais une seule langue française, l'Italie se caractérise par une pluralité de dialectes vivants. Garat et Ginguené sont inquiets, chacun à sa manière, au sujet de la langue italienne. Le premier demande au Directoire d'appuyer toute mesure qui permettrait aux habitants de la péninsule de parler et d'écrire un même italien.

Ginguené l'italianiste craignit un moment une francisation progressive de l'Italie. Cette crainte fut partagée par d'autres observateurs. La *Lettera d'un tedesco sull'infranciosamento dello stile italiano* parut à Lausanne en 1798. Peu après Alfieri dénonçait en termes cinglants l'attitude des Piémontais et de la France:

«Cependant le Piémont, autrefois ma patrie, déjà francisé à sa manière et voulant singer en tout ses esclaves-maîtres, changea son Académie des Sciences en un Institut national sur le modèle de celui de Paris» (8).

Ginguené, qui aimait profondément la langue et la littérature italiennes, réfléchit alors aux mesures à prendre pour sauver un patrimoine qu'il admirait et auquel il allait se consacrer à peu près sans relâche jusqu'à sa mort. La découverte de la variété et de la richesse des dialectes italiens suscite chez lui une réflexion nouvelle dont les échos sont nombreux dans son *Histoire littéraire d'Italie*: «Se mêler au peuple italien, comprendre ses besoins et ses aspirations; écouter celui-ci, qui est de Milan, ou celui-là qui est de Naples, afin d'entrer dans les jugements et dans les préjugés du voisin», observait Paul Hazard (9); voilà la manière

(7) Manuscrit de 1798 que nous n'avons pu dater avec précision à ce jour.

(8) V. ALFIERI, *Ma vie*, traduction d'Antoine de Latour (1840), revue et annotée par Michel Orcel, éd. G. Lebovici, Paris, 1989.

(9) P. HAZARD, *La Révolution Française et les lettres italiennes*, Hachette, Paris, 1910.



dont les Idéologues allaient au réel dans un contexte difficile.

Au livre VI de son *Histoire*, à propos d'Angelo Ruzzante, il écrit: «Soit qu'il désespérât de se faire une réputation en écrivant en italien pur, ou qu'il se sentît plus de penchant pour un autre style, il se mit à écouter avec attention les paysans des environs de Padoue, à imiter leur jargon, leur accent, leurs gestes, leurs manières». Au tome III, il évoque avec jubilation les paysans et le peuple de Toscane au langage particulier propre à exprimer des sentiments naïfs mêlés d'images gracieuses. Non seulement Garat et Ginguené partent du réel, s'opposent au nationalisme chauvin, condescendant ou non, mais leur sens démocratique est plus aigu qu'on ne l'a dit.

Ginguené et ses amis, notamment ceux de la Classe des Beaux-Arts, infléchirent par la suite la politique culturelle française en Italie jusqu'à ce que Napoléon Bonaparte les chasse du Tribunat et réforme l'Institut. Leur influence se fera d'ailleurs sentir quelque temps après.

Ainsi les Instructions pour les pensionnaires de l'Ecole de Rome de l'an XII ont été probablement inspirées par Ginguené et ceux qui étaient proches de lui. Le spécialiste de la littérature italienne prononça des conférences à la Classe des Beaux-Arts. Les Instructions de l'an XII précisait qu'à l'expiration de leur première année de séjour en Italie les pensionnaires (musiciens compositeurs) ne pouvaient plus correspondre avec le bureau de la Classe des Beaux-Arts qu'en langue italienne. Le rédacteur ajoutait: «Les pensionnaires musiciens (dans toutes les villes d'Italie où ils séjourneront quelque temps) recueilleront les airs populaires les plus anciens en s'appliquant à la recherche des particularités traditionnelles qui pourront servir à en expliquer l'origine et l'usage» ⁽¹⁰⁾. Les voyageurs anthropologues comme G. Forster ou Bonstetten, le traducteur-éditeur Pougens, Ginguené et quelques autres amorcent une réflexion sur la culture populaire qui mériterait d'être étudiée de plus près ⁽¹¹⁾. Ne préfigure-t-elle pas les critiques actuelles faites à certaines formes de folklore par

⁽¹⁰⁾ La *Revue philosophique, politique et littéraire*, ex-*Décade*, an XII, 10 vendémiaire.

⁽¹¹⁾ M. MAUVIEL, «Révolution et contre-révolution; 1789 et les civilisations étrangères». Communication présentée au colloque organisé par l'UCO Angers, septembre 1989: *La Révolution française et l'éducation à la citoyenneté en France et en Europe*.



l'anthropologie culturelle notamment italienne? ⁽¹²⁾

Fidèles à la méthode et aux principes de l'Idéologie, Garat et Ginguené dénoncent les préjugés de nation, de clan, de classe sociale et de langue. Pour ce qui est de la France et de l'Italie, ils veulent tenir la balance égale et rendre justice à une voisine méconnue, trop ignorée des milieux cultivés français. Cette ignorance étant souvent teintée de mépris ou au moins de désinvolture. Par delà la langue, les mœurs, les œuvres de l'esprit, ce sont de nouvelles règles des relations internationales qu'ils veulent établir. Paul Hazard le reconnaissait déjà en 1910 mais sa vision des Idéologues demeure étroite.

Si Ginguené met souvent l'accent sur les notions d'égalité, de compréhension réciproque qui s'opposent à celles de suprématie, Garat, plus ondoyant et parfois enclin aux compromis, insiste davantage sur les complémentarités.

Dans la *Notice sur M. Ginguené et ses ouvrages* (Chez Merlin, Paris, 1817), rédigée après la mort de son ami, Garat écrit à propos de l'*Histoire littéraire d'Italie*:

«Ce qui en fait un livre classique pour la France et l'Italie, dès sa naissance même, c'est qu'on y trouve d'un bout à l'autre la réunion du goût de la France et du génie de l'Italie, au juste degré où ils doivent se réunir pour que l'un devienne plus hardi, l'autre plus sain et plus pur.

Boileau disait:

... Laissons à l'Italie

De tous ces faux brillants l'éclatante folie.

M. Ginguené n'en prend rien, mais veut leur ôter ce qui est fou et faux, et ne croit pas très dangereux pour nous d'acquiescer quelque chose de l'éclat et du brillant de ces conceptions si originales et si aimables, avant d'être du tout folles encore».

Ce souci est constant lorsqu'il traite de la pensée anglaise.

Après avoir quitté Milan et la Cisalpine, Garat se dirige vers Rome; il ne séjournera que deux jours à Florence sans avoir la possibilité de visiter la ville. Les rumeurs d'embarquements français à Gênes lui parviennent ainsi que celle d'une conquête de la Sicile par les troupes françaises. L'envoyé du Directoire exécutif à la Cour de Naples est inquiet, il dément les informations tendant à faire penser que Ferdinand IV a tout à craindre de ces préparatifs. En fait, il n'est pas informé. Heureusement, cette pre-

⁽¹²⁾ Voir par ex. L.M. LOMBARDI SATRIANO, *Antropologia culturale e analisi della cultura subalterna*, Rizzoli, Milano, 1980.



mière phase de l'expédition d'Égypte secrètement confiée à Bonaparte est annulée.

Dans sa troisième lettre datée de Rome (20 avril 1798), il exprime son anxiété au sujet des nouvelles qui lui sont parvenues de Naples. Celles-ci sont alarmantes, les Français y sont insultés, le Chargé des Affaires de France croit ses jours en danger.

Par ailleurs on l'a informé «que seize Napolitains arrêtés depuis longtemps pour le seul crime de leur attachement aux principes français vont être livrés à un tribunal qui va les livrer aux bourreaux».

Avec véhémence, il écrit à Talleyrand qu'il lui sera impossible de souffrir que sous les yeux de l'Ambassadeur de la République française on fasse couler le sang de seize hommes qui ne sont accusés que d'aimer la République et ses principes. Il avertit le Directoire qu'à défaut d'instructions claires, son sens du devoir le conduira à démissionner. Deux jours après, le 3 floréal, avant de quitter Rome, il rédige une autre lettre à son Ministre des Affaires Extérieures dans laquelle il revient avec passion sur le procès entamé contre les détenus napolitains et n'évoque qu'en second lieu les attentats qui se préparent contre les ressortissants français. Parallèlement il adresse une dépêche au ministre de Ferdinand IV, le Marquis de Gallo, dans laquelle il plaide l'indulgence pour les détenus.

Le 8 mai 1798, Garat présentera ses lettres de créance au roi. Avait-il conscience du fait que sa situation personnelle était délicate? Ministre de la justice en janvier 1793, il fut alors contraint de signifier au roi Louis XVI sa sentence de mort. Or l'épouse de Ferdinand IV, Marie-Caroline, était la sœur de Marie-Antoinette. Certes, l'Ambassadeur français n'avait pas voté la mort du roi, il s'était même efforcé de détourner le cours de l'histoire, mais il fut présenté à la Cour de Naples, selon Guyot, comme un révolutionnaire aussi scélérat que les autres, apologiste des massacres de septembre, un homme de rien qui avait épousé une servante⁽¹³⁾. Guyot, dont l'information est fragmentaire et qui ne s'intéresse pas à l'Idéologue caché sous l'habit de l'Ambassadeur, précise que Garat protesta de ses sentiments pacifiques et modérés et même de son attachement à la constitution de 1791. Gallo et Ruffo (ce dernier était Ministre du royaume de Naples à Paris) se rassurèrent mais la Cour lui demeura violemment

⁽¹³⁾ R. GUYOT, *Le Directoire et la paix de l'Europe*, Alcan, Paris, 1911. Guyot cite une lettre de Ruffo à Gallo (*Marisca: Ruffo a Parigi*, p. 151).



hostile ⁽¹⁴⁾.

Le 8 mai 1798, Garat présente ses lettres de créance et prononce un discours. Il y fait profession de foi républicaine, dénonce la Terreur, fait appel à la clémence du souverain. Il précise que «la France a apporté l'indépendance et la liberté à des nations au milieu des foudres qui semblaient leur apporter le joug de la conquête». Garat souligne les goûts simples, l'aversion des vaines pompes du souverain.

In fine, il remercie le Directoire d'avoir choisi un obscur professeur, un ami des lettres et des lumières arraché à ses travaux.

Si un certain nombre de propos tenus sont maladroits, si une pointe d'orgueil national s'y fait parfois sentir, le discours reflète parfaitement la personnalité de l'ancien professeur de l'Ecole Normale. Il respire la sincérité.

Garat ne connaîtra pas la vie de société, les échanges entre lettrés, les discours aimables. Ce dont il rêvera en rédigeant ses *Mémoires*. La censure, la pression morale sur les esprits sont telles que les républicains et hommes partisans des libertés n'osent pas le rencontrer.

Il sera obsédé pendant son séjour par la question des détenus républicains de Naples mais n'hésitera pas à mettre son poste en jeu au cas où il n'obtiendrait pas de nouvelles instructions. Talleyrand, le 20 floréal an VI, lui rappelait le devoir de non-ingérence et lui interdisait de s'immiscer dans les affaires intérieures du royaume de Naples.

Cependant, Talleyrand sera désavoué par le Directoire exécutif, lequel a changé d'avis. D'autres instructions parvinrent à Ginguéné et à Garat qui leur ordonnaient de tout faire pour sauver les détenus politiques. Les très vives mises en garde de Garat notamment contre l'emploi de la torture, la détermination dont il fit preuve et qui surprend un peu, ne furent pas sans effet. Ces protestations étaient adressées à M. de Gallo, Ministre des Affaires étrangères du royaume des Deux Siciles. Ce dernier lui répondit courtoisement que les procès pour sentiments, opinions et faits révolutionnaires ne dépendaient pas de son Département, qu'ils relevaient strictement de l'ordre intérieur de l'Etat de sa Majesté Sicilienne.

Les accusés furent en définitive acquittés, Garat ayant au préalable déclaré, de sa propre autorité privée, que le gouverne-

(14) Lettre de Gallo à Ruffo 1798, in *Marisca*.



ment français regarderait les exécutions comme le renouvellement de la guerre.

La prise de Malte par Bonaparte (8-9 juin 1798) fit l'effet d'une bombe à Naples et en Méditerranée. L'ambassadeur Garat se retrouvait bien seul face à la reine Marie-Caroline toute-puissante et à son entourage, au premier rang duquel on trouvait l'épouse de S.M. Britannique, Lady Hamilton. Les deux femmes étaient très liées; par ailleurs William Hamilton, âgé (il avait soixante-quatorze ans), subissait l'ascendant de celle qui fut une courtisane célèbre et intelligente à Londres. Le parti britannique était puissant, d'autant plus que la marine napolitaine était commandée par John Acton, Irlandais d'origine et lié aux intérêts anglais.

Garat pendant son Ambassade apprit que les électeurs de Seine et Oise l'avaient appelé au Corps Législatif. Cet événement lui permettra de démissionner et d'adresser à Talleyrand une lettre cinglante. Il n'avait reçu aucune réponse à ses demandes réitérées concernant ses frais; pour vivre dignement il dut emprunter une assez forte somme à Rome, mais c'était surtout le manque de franchise du Ministre sur la question des prisonniers patriotes qui l'indignait. L'Ambassadeur de France dénoncera les tractations plus ou moins vénales que Talleyrand menait sans le prévenir. D'après le Général Colletta, auteur d'une histoire du royaume de Naples ⁽¹⁵⁾, Garat était encore en poste lorsque la flotte française fut détruite par l'Amiral Nelson à Aboukir le 21 août 1798. Celui-ci va cingler ensuite sur Naples où il sera accueilli triomphalement par une foule en liesse. Illuminations, feux de joie, coups de canon, tout est fait pour humilier l'ambassadeur Garat. Nelson triomphe politiquement, et l'amour est de la partie puisqu'il va s'afficher avec Lady Hamilton, plus spirituelle que jamais. Selon Colletta, Garat conservera sa dignité et adressera au Ministre napolitain des représentations conçues en termes honnêtes mais ni excuses, ni explications ne furent données par la Cour «pour cette allégresse publique commandée par elle ou encouragée par son exemple». Le Roi ne craignait plus de violer le traité de 1796. Et Garat quitte Naples discrètement. Environné d'espions, empêché de découvrir les hommes et les esprits éclairés du Royaume, préoccupé par le supplice possible des patriotes, on comprend qu'il se soit efforcé d'effacer de sa mémoire cet épisode diplomatique.

⁽¹⁵⁾ Général COLLETTA, *Histoire du Royaume de Naples depuis Charles VII jusqu'à Ferdinand IV*, t. I, pp. 39-40 - traduction française, Ladvocat, 1838.



Il avait cependant médité sur l'avenir politique de l'Italie; dans une lettre au Directoire déjà citée, l'Idéologue estimait qu'il fallait en finir avec les funestes divisions et préparer l'unité du pays en fondant dans un premier temps deux Républiques, établies en même temps, unies par alliances et fondées sur l'égalité. Il lui semblait difficile — au moins dans un premier temps — de réaliser une seule Italie du Nord au Sud.

Quelques années plus tard, de son cher pays basque, Garat écrira à Ginguené une lettre mélancolique (il vient de perdre à quelques années de distance ses deux sœurs), dans laquelle il peut enfin évoquer le ciel d'Italie qu'il compare à celui des Pyrénées. Nous sommes en 1805.

Ginguené, Président de la Commission d'Instruction publique, se vit désigner pour Turin, après avoir refusé Hambourg. La circulaire de Talleyrand du 7 nivôse an VI (27 décembre 1797) précisait que les nouveaux venus prendraient sur l'ordre du Directoire «la conduite qui revient aux représentants du premier peuple de l'Europe. Ils seront ce que furent, dans la morale antique, les ambassadeurs du Sénat de Rome, avec quelque chose de plus car la France a des hommes d'affaires et des artistes, tandis que Rome ignore le commerce et les arts».

Les Instructions écrites à Ginguené lui recommandaient de garantir la France contre une trahison possible, en trouvant des prétextes pour prolonger l'occupation des forteresses. On l'engageait à négocier un traité de commerce. Mais il n'était question ni d'agrandissement ni davantage de propagande révolutionnaire.

Ginguené prit au sérieux son rôle, trop au sérieux. Et il commit des maladresses. L'histoire a retenu l'affaire de la réception à la Cour de l'épouse de l'ambassadeur. On sait que Ginguené accordait tout à sa chère Nancy. On lui offrit d'être présentée à la famille royale en même temps que son mari. Elle aurait droit au «tabouret» comme les duchesses. Mais Nancy devait revêtir une robe de Cour piémontaise avec corps piqué, jupe de brocart et manteau à traîne. Elle préféra un costume à la française, on ne sait trop pourquoi (simplicité ou économie, suggère Guyot). Pour faire plaisir à sa femme, Ginguené exigea la présentation en robe française. Cette prétention fit beaucoup rire à Paris. Talleyrand adopta un ton persifleur dans les lettres qu'il adressa à Ginguené. Il y précisait que la République ne confère aux femmes que le statut de citoyenne. Le commentaire qu'il ajoutait sur le rôle et les capacités des femmes prend aujourd'hui tout son sel:



«Les lois qui ont sagement éloigné la femme des fonctions publiques doivent à plus forte raison les tenir à l'écart des postes qui exigent de la dignité, de la discrétion, une étude profonde des peuples et de leurs gouvernements ...»⁽¹⁶⁾.

Ginguené ne désarma pas. Il répondit à son Ministre ou plutôt à son «cher confrère» car il se souvint que Talleyrand et lui-même appartenaient à la même Classe de l'Institut. Chateaubriand s'est souvenu de cette affaire en rédigeant ses *Mémoires d'Outre-Tombe*: «Il écrivait de Turin à M. de Talleyrand qu'il avait vaincu un préjugé: il avait fait recevoir sa femme en pet-en-l'air à la Cour»⁽¹⁷⁾.

En revanche, l'historiographie est demeurée silencieuse au sujet de l'affaire des manuscrits d'Alfieri. Au moins en France. C'est là cependant que se découvre le Ginguené passionné des lettres et de la pensée italiennes.

Avant d'en retracer les péripéties, il est nécessaire de s'attarder un peu sur la mission diplomatique de l'homme de lettres.

Il est permis de penser, comme Guyot, que Ginguené n'était nullement fait pour être diplomate, tout au moins dans la conjoncture de 1798. Arrivait-il à Turin avec les idées d'un proconsul romain comme l'affirme Guyot? L'historien, très défavorable à notre héros, force le trait. Ginguené, pénétré de ses devoirs, se sentait investi d'une mission et il était intimement imprégné de l'esprit de la circulaire de son Ministre datée du 7 nivôse an VI. Il incarnait la République française porteuse d'un avenir politique fondé sur la raison, la liberté et la justice.

A ce sujet, on peut s'interroger sur les raisons qui ont poussé Talleyrand à rédiger une autre circulaire, très apologétique, dans laquelle il s'étendait en louanges du Directoire; il vantait «son courage, l'étendue de ses vues et le secret impénétrable qui en a préparé le succès».

Ginguené se prit naturellement de sympathie pour les républicains piémontais et les encouragea parfois, il les protégea et intervint en leur faveur lorsque la police les poursuivait. On ne doit pas dissimuler les imprudences qu'il commit mais il n'a certainement pas essayé de renverser le roi de Piémont comme certains l'ont suggéré. Sainte-Beuve dans son *Chateaubriand*

⁽¹⁶⁾ Affaires étrangères, correspondance politique, Piémont, vol. 275. Cité par R. Guyot, «Ginguené à Turin», cit.

⁽¹⁷⁾ *Mémoires d'Outre-Tombe*, première partie, livre quatrième, éd. M. Levaillant, Flammarion, Paris, 1948, t. I, p. 182.



s'insurgeait contre les insinuations de l'auteur du *Génie*, qui sous-entendait que Ginguené aurait eu une connaissance anticipée des meurtres révolutionnaires. Il écrivait en particulier ceci: «Rien dans la vie de Ginguené ne justifie et n'autorise de telles insinuations».

La droiture et l'honnêteté de l'auteur de *La Confession de Zulmé* ne peuvent être mises en doute.

Quelques années après, dans une lettre que l'ancien ambassadeur adressait à l'abbé Valperga de Caluso, Ginguené, profondément blessé par les calomnies contenues dans les *Mémoires* d'Alfieri, clamait son innocence:

«Qu'est-ce donc si dans une mission difficile et orageuse, je me suis conduit honorablement, et si j'ai sauvé son pays et le vôtre, Monsieur, et la vie même du Dernier Roi, de révolutions subversives et sanglantes, et cela au péril de ma propre vie? ... Sans entrer ici dans des détails qui pourraient être déplacés, mais dont les preuves existent, et que l'on connaîtra un jour, un mot suffit pour prouver que j'étais loin de jouer à Turin le rôle qu'Alfieri me prête. Quand est venu le moment de le jouer en effet, c'est un autre que moi qu'on en a chargé»⁽¹⁸⁾.

Ginguené fait allusion ici à son successeur Eymar. Ainsi l'Ambassadeur pris entre les révolutionnaires italiens, les faiseurs d'affaires et les officiers supérieurs français ambitieux a lutté dans l'honneur.

Garat craignit pour sa vie avant de rejoindre son poste à Naples, mais Ginguené crut sa dernière heure venue le 3 vendémiaire de l'an VII. Précipitamment il regroupa ses manuscrits et rédigea une lettre à Garat⁽¹⁹⁾. Paul Hazard n'ayant pas cru nécessaire de l'imprimer en 1910, on la reproduira ci-dessous:

Turin, 3 vendémiaire de l'an VII.

; Ne sachant trop, mon très cher ami, où m'entraîne le torrent qui roule en ce moment autour de nous, je t'adresse un paquet qui, sans avoir [illisible] peut-être aucun prix réel, en a cependant pour moi.

Je n'ai aucun titre à la gloire littéraire; j'en ai peut-être au souvenir de ceux qui aiment les lettres. Les amis de la liberté me doivent aussi le leur, et j'y compte.

⁽¹⁸⁾ *Lettres de P.L. Ginguené membre de l'Institut de France à un Académicien de l'Académie Impériale de Turin sur un passage de la Vie de Vittorio Alfieri*, (A.M. Valperga de Caluso), imp. D. Colas, Paris, 1809.

⁽¹⁹⁾ *Papiers de Ginguené*, Collection Parent de Rosan, bibliothèque du XVI^e arrondissement, Paris, Liasse 20.



[Une ligne raturée]

Si tu apprends une nouvelle qui sans doute affligera ton amitié, ouvre ce paquet: tu y trouveras les matériaux d'une édition du peu que je puis laisser après moi. J'ai brûlé beaucoup de fadaïses; tu en trouveras peut-être encore beaucoup à brûler, surtout dans les *poésies diverses*. Que ton goût prononce; mais qu'il soit indulgent: il y aurait trop à retrancher s'il était sévère.

Adieu, mon cher ami; mon plus cher ami; adieu.

Ginguené.

P.S. Si les choses tournent plus heureusement, ce qui est encore possible, tu conserveras ce dépôt jusqu'à ce que [je te le réclame?] ou que le [illisible] puisse le [recevoir?] de ta main».

A neuf heures du soir, le même jour, Ginguené adressait à Garat un second billet d'adieu qui s'achevait ainsi:

«Mes dernières pensées seront pour elle [ma patrie], pour les Muses et pour l'amitié».

Ainsi s'exprimait en 1798 l'homme de lettres et Idéologue dans la tourmente, celle de la politique française dans le nord de l'Italie. Ginguené se replie sur la littérature. A cette époque la grande œuvre de sa vie, l'*Histoire littéraire d'Italie*, est déjà en chantier mais il n'a pas encore commencé la rédaction définitive. C'est lorsqu'il sera interdit d'Italie par l'Empereur qu'il aura, à distance, les rapports les plus intimes avec un pays où il n'a connu que des orages lorsqu'il s'y trouvait physiquement.

Mais les choses tournèrent plus heureusement et il est vraisemblable que le paquet destiné à Dominique Joseph Garat ne fut pas expédié.

Ginguené en quittant Paris pour Turin emportait dans ses bagages de forts volumes très précieux. Il s'agissait des manuscrits des tragédies d'Alfieri «et même en triple, écrites la première fois de sa main et surchargées de corrections et de ratures». Dans une lettre écrite quelques années après à l'abbé Valperga de Caluso il évoquera ce «trésor inestimable pour tout ami des lettres mais bien plus précieux encore pour le grand poète qui l'avait perdu». Naïvement (un peu à la manière de Garat), il parlait pour l'Italie heureux à l'idée de pouvoir réparer en partie le préjudice causé à Alfieri. Le nouvel ambassadeur n'ignorait pas que son interlocuteur détestait la France mais il espérait placer leurs relations au delà de la politique et des rapports franco-italiens de l'heure, au delà des préjugés de nation. D'ailleurs, dans sa première lettre, il s'adressera à l'écrivain comme «un des hommes qui, sans distinction de pays, honorent le plus aujourd'hui



la République des lettres». Malheureusement notre Idéologue n'avait pas mesuré la profondeur du ressentiment d'Alfieri, qui avait été pratiquement chassé de France en 1792 et considéré — à tort — par la République comme un émigré.

Quelque temps avant de rejoindre son ambassade de Turin, Ginguené, qui était responsable de l'Instruction Publique, avait eu la chance de découvrir les manuscrits de l'écrivain italien dans un dépôt public dont il avait la responsabilité. Il put également retrouver une partie de la bibliothèque d'Alfieri. En dépit du temps qui le pressait, il fit dresser une liste des ouvrages saisis se promettant de la transmettre à Alfieri. Il pensait qu'il serait possible de procéder également à cette restitution.

Naturellement il prit sur lui d'emporter les manuscrits qu'il désirait remettre à Alfieri sous le sceau du secret. Dès le 25 floréal, Ginguené, établi à Turin, écrivit une lettre à Alfieri qui vivait à Florence. Elle commence ainsi:

«Un Français, ami des lettres, pénétré depuis longtemps d'admiration pour votre génie et vos talents, est assez heureux pour pouvoir remettre entre vos mains un dépôt très précieux que le hasard a fait tomber dans les siennes».

Ginguené n'évoque pas ouvertement les manuscrits. Il lui suggère de désigner un intercesseur à Turin en qui il fait confiance. Avant de terminer sa lettre, l'ambassadeur souhaite qu'une correspondance s'ouvre entre eux sur des sujets littéraires.

Alfieri répondra le 28 mai 1798, la lettre est adressée «al Signore Ambasciatore, Padrone mio Stimatissimo». Le ton est assez courtois, il le remercie de lui rendre un signalé service et désigne l'abbé de Caluso, secrétaire de l'Académie des sciences de Turin, comme intermédiaire. Dans sa dernière phrase, Alfieri le remercie:

«Non è perciò di nulla minore la gratitudine che io le professo per la di lei spontanea e generosa sollecitudine dimostratami ...».

Ce seront les derniers mots aimables de l'irascible écrivain.

Le 16 prairial Ginguené écrit un billet à l'abbé de Caluso dans lequel il lui annonce l'envoi du précieux manuscrit des tragédies du Comte Alfieri avec une lettre que M. l'abbé est prié de vouloir transmettre en même temps que le paquet. Ginguené insiste sur la seule condition qu'il ait posée:

«Je le prie aussi d'exiger, comme il me l'a promis, de son



illustre ami, un secret inviolable. Ceci est pour moi une bonne fortune littéraire, qui doit plus que tout autre, tirer son plus grand charme du mystère.

Il est heureux pour moi d'avoir un confident tel que M. l'abbé de Caluso dans une affaire où je mets un intérêt assez vif pour la pouvoir appeler une affaire de cœur».

Ginguené se décida beaucoup plus tard à publier ces diverses pièces justificatives lorsque la promesse qui lui avait été faite ne fut pas tenue, c'est-à-dire lorsque la Comtesse d'Albany publia les *Mémoires* d'Alfieri.

Dans la deuxième lettre adressée à Alfieri par le canal de l'abbé de Caluso, Ginguené rappelle la seule condition qu'il a pris la liberté de prescrire: «et j'y compte comme si j'en avais reçu votre parole», insiste-t-il. Dans un second temps, il précise qu'il joint à sa lettre la liste des livres abandonnés à Paris. Il ajoute qu'il regrette cette période dont il faut gémir et sous laquelle il a connu la prison. Il se propose de les réclamer en son nom au dépôt public parisien et de les lui remettre sans qu'il n'ait à faire aucune démarche.

L'Idéologue avoue alors qu'il a pris la liberté d'emprunter l'un des ouvrages qu'il ne possédait pas, il s'agit de la seconde édition des œuvres d'Alfieri: «Ce sont vos œuvres. Dans l'étude assidue que je fais de votre belle langue, la lecture de vos tragédies est une de celles où je trouve le plus de fruit et de plaisir». Cependant l'exemplaire emprunté étant trop richement relié, trop magnifique, il demande la faveur de recevoir un simple exemplaire broché de cette édition ou d'une édition ultérieure. Il remettra alors à l'abbé de Caluso le bel exemplaire «qui ne reste pas oisif». La fin de la lettre de Ginguené est poignante surtout lorsque l'on songe qu'il sera «interdit» d'Italie sous l'Empire à cause de son opposition à Napoléon. Il ne mettra pas sa plume au service de celui qui a mis fin aux libertés et il lui faudra en payer le prix.

Avait-il déjà le pressentiment que sa passion pour la langue, la littérature et les arts de l'Italie devrait se satisfaire des austères études de cabinet loin de Padoue, de Rome, de Bologne où il ne se rendra jamais?

«Le sort a voulu que de tous les Français envoyés presque en même temps dans les diverses résidences d'Italie, celui qui aime le plus ce beau pays, sa langue, ses arts, qui eût mis le plus de prix au plaisir de la parcourir, et peut-être en eût retiré, vu ses études antérieures, le plus de fruit littéraire, a été fixé dans le péristyle du Temple, sans savoir s'il lui sera permis d'entrer»



écrivait-il à Alfieri. Il achevait sa lettre en priant M. le Comte d'accepter sa visite lors d'un voyage à Florence, afin, ajoutait-il, «de faire personnellement connaissance avec un homme qui honore son siècle et sa nation par son génie, et par l'élévation des sentiments qui respirent dans ses ouvrages».

La réponse d'Alfieri, sèche et hautaine, fut une fin de non recevoir. Certes il le remercie pour les manuscrits et le prie de conserver l'exemplaire relié de ses œuvres mais il déclare ne répondre qu'au fils d'Apollon et non à l'Ambassadeur de France qu'il veut ignorer. Par ailleurs, il décline l'offre de Ginguené qui avait proposé ses bons offices au sujet des livres saisis à Paris. Alfieri relevait que la liste ne comportait que cent cinquante ouvrages environ, soit seulement le dixième de sa bibliothèque.

L'affaire en resta là, Ginguené poussa jusqu'à Florence mais ne rencontra pas celui qu'il admirait tant. L'aventure diplomatique touchait à sa fin et l'Idéologue allait retrouver ses travaux littéraires.

La parution des *Mémoires* d'Alfieri après 1803 stupéfia Ginguené qui se consacrait alors à son *Histoire littéraire d'Italie*. La Comtesse d'Albany avait tenu, contre les avis du bon abbé Caluso, à ce que tout ce qu'avait écrit son ancien compagnon soit publié. Ginguené put lire ses lettres alors qu'Alfieri l'avait assuré qu'elles ne paraîtraient pas de son vivant. Mais plus grave encore, l'auteur insultait Ginguené en déformant les faits et en le calomniant.

Voici ce que put lire l'Idéologue:

«Mais dans cette même année 1798, j'eus à correspondre par lettres avec une personne bien différente à tous égards de mon ami Caluso ... Alors était ambassadeur de France à Turin M. Ginguené de la classe, ou du métier des gens de lettres à Paris, lequel travaillait sourdement à Turin à la sublime entreprise de renverser un Roi vaincu et désarmé. Je reçus de lui, lorsque je m'y attendais le moins, une lettre qui me causa beaucoup de surprise et de chagrin. Je mets ici en note sa lettre, ma réponse, afin que, si l'on en pouvait douter, on voye de plus en plus combien mes intentions et mes actions ont été droites et pures dans toutes ces révolutions d'esclaves».

Alfieri ajoutait:

«A l'allure de ces deux lettres, il semble que Ginguené — ayant reçu de ses despotes l'ordre d'asservir le Piémont à la liberté française et cherchant de vils ministres pour cette ignominie — ait voulu me tâter pour voir si l'on pourrait me désho-



norer après m'avoir appauvri» (20).

On a vu comment Ginguené dans les lettres à l'abbé de Caluso affirme son innocence quant à la subversion. Alfieri ne daigne pas même mentionner la restitution des précieux manuscrits. Le souvenir de son départ heurté de Paris en août 1792 ne le prédisposait pas à la mansuétude. Par ailleurs, il avait conservé quelques bonnes raisons de se méfier d'un certain nombre de responsables civils et militaires établis dans la péninsule.

Le contexte excuse-t-il l'attitude qu'il adopta envers Ginguené? Celui-ci fut particulièrement sensible aux railleries d'Alfieri: «Il a voulu s'égayer de cette liste de livres dont je vous ai dit toute l'histoire», écrivait-il à Caluso.

Voici ce qu'avait écrit Alfieri:

«On rirait bien si je donnais ici la liste de ceux de mes livres qu'il voulait, disait-il, s'employer à me faire rendre; elle se composait d'environ cent volumes de ce qu'il y avait de pis dans les œuvres les plus informes de la littérature italienne ... Mais nul ne s'étonnerait de cette liste: c'était, on le sait, une restitution française».

Ginguené essaya de dissocier l'Ambassadeur de l'Idéologue, de l'homme de lettres. Il avait agi à titre individuel et Alfieri le renvoyait à une France officielle dont il s'était désolidarisé. Cruel avatar de l'intellectuel plongé dans la diplomatie et la vie politique.

Citons pour clore cet épisode, que Michel Orcel passe sous silence ou presque, un fragment de la lettre que l'infortuné Ginguené écrivit à l'abbé de Caluso lors de la parution des *Mémoires* d'Alfieri:

«Homme intraitable et nourri de fiel, ce qui eût été plus français encore, dans le sens où tu l'entends, n'était-ce pas de ne te rien rendre, et de garder livres et manuscrits, sans me donner tous les soins que j'avais pris et que je me proposais de prendre encore, pour réparer à ton profit une faute très-grave. *Sans doute dont on s'était rendu coupable en France, mais à laquelle je n'avais aucune part?*» (21).

Tous les témoignages qui nous sont parvenus montrent que

(20) Nous empruntons pour ce second extrait l'édition établie par Michel Orcel, V. ALFIERI, *Ma vie*, cit.

(21) P.L. GINGUENÉ, *Lettres de P.L. Ginguené à un Académicien ...*, cit. Ginguené dans l'article «Alfieri» (Biographie Michaud) ne montre aucun ressentiment.



Ginguené n'a jamais cédé aux complaisances, à l'astuce ou à la souplesse. Daunou, Amaury-Duval, Garat, Salfi l'Italien, le continuateur de son œuvre, en ont témoigné. Sainte-Beuve, qui connaît bien les Idéologues Ginguené et Fauriel, en était également convaincu. L'amitié de l'ancien ambassadeur à Turin et de Cabanis s'était resserrée vers 1806-1807. Il est possible d'y voir le reflet d'une solidarité renforcée chez ceux qui furent toujours attachés à la République et aux libertés. Au moment où l'Empire triomphe, *Le journal* de 1807, édité par Paul Hazard, ne mentionne jamais l'Empereur et ses conquêtes.

Cette fière attitude dissimulait l'amertume, la tristesse profonde de ne pouvoir retourner en Italie. Le 27 juin 1813, trois ans avant sa disparition, cette souffrance longtemps cachée éclate dans la lettre qu'il écrit à Amaury-Duval, l'ami et l'ancien compagnon de l'ex-*Décade* ⁽²²⁾. Bourreau de travail, Ginguené s'était enfoncé ce jour-là dès cinq heures du matin dans la rédaction de rapports et la correction d'épreuves, lorsqu'il reçut vers les neuf heures une lettre du Ministère de l'intérieur l'informant que sa candidature au Collège de France ne serait pas retenue. Le pouvoir ne pardonnait pas le refus de ralliement. Le même jour, alors qu'il était plongé dans ses tristes pensées, il reçut la visite du Secrétaire du Ministère des Relations extérieures d'Italie lequel lui remit une médaille d'or où l'on pouvait lire: «Al cavaliere Ginguené dell'Istituto imperiale di Francia ben merito dell'Italiana letteratura».

A l'entour ces simples mots: «Decretata dal vice-re d'Italia il dì 28 di maggio 1813». Le ministre italien Vaccari avait pris cette initiative à l'insu de l'auteur qui, ravi, écrit à Amaury-Duval: «Tout cela est d'un goût, d'une noblesse de pensée, d'une forme antique dont je suis ravi».

Ginguené fit un petit voyage en Suisse, quelque temps après, à l'occasion d'une dernière aventure diplomatique, mais il ne devait jamais revoir le ciel de l'Italie.

Salfi nous dit qu'une heureuse combinaison de circonstances fixa de très bonne heure l'attention de Ginguené sur les chefs-d'œuvre de l'Italie; cette passion embrassait tous les secteurs de la pensée et de la sensibilité. Si, fort des principes de la raison universelle et du goût de tous les siècles, l'Idéologue osa montrer à sa nation le vrai mérite de cette littérature, il ne s'en tint pas là. Fin musicien, il composa deux ouvrages sur Piccini lors de

⁽²²⁾ Collection Parent de Rosan; Papiers de Ginguené. Liasse 20.



la célèbre querelle et fut l'un des plus proches amis du compositeur. Il le consola, l'assista dans ses disgrâces et lui fut fidèle jusqu'à la mort.

Sur un tout autre plan et plus près de l'Idéologie, Ginguené s'intéressa aux recherches nouvelles italiennes sur le droit des gens. Il préfaça savamment l'ouvrage de Gaetano Filangieri qui s'inscrivait dans la lignée des travaux de Grotius, Pufendorf et Vico ⁽²³⁾.

Enfin dans ses moments de loisirs, pour se détendre d'austères recherches, Ginguené composait des fables.

Tous les sujets de son dernier recueil, à l'exception de trois, sont empruntés aux fabulistes italiens qu'il adorait: Pignotti, Bertola, De Rossi, Roberti ... ⁽²⁴⁾.

L'universalisme chez Ginguené est bien réel. Contrairement à Madame de Staël, il ne se confine pas aux littératures du Nord et du Midi, à l'univers européen. Au début de son grand ouvrage il a puisé aux sources non occidentales des littératures et civilisations italiennes et françaises. Le chapitre IV du premier volume de *l'Histoire littéraire d'Italie* s'intitule: «De la littérature des Arabes et de son influence sur la Renaissance des lettres en Europe». Il s'agit d'un véritable état de la question tenant compte des meilleurs travaux des orientalistes de l'époque. Comme le fera Faurel plus tard, il veut mettre en lumière filiations, influences et emprunts. Les fables de Bidpai nées en Inde se sont répandues ensuite en Perse, dans le monde arabe, en Europe enfin. Ginguené souligne l'importance de ces contacts et métamorphoses et s'intéresse même aux fables antéislamiques de Lokman.

Par ailleurs sa large conception de la civilisation le conduit à ne pas séparer les arts, les sciences et les littératures. Il n'oublie pas les musiques orientales et sur tous ces points sait faire la part des choses en tenant la balance égale entre les divers peuples.

Certaines de ses hypothèses sont dépassées mais l'esprit et la méthode demeurent. Ginguené relève que les Provençaux et les Italiens ont su être de bons médiateurs.

Il pense que le ghazel oriental, sorte d'ode amoureuse et galante, a peut-être servi de modèle à l'envoi qui termine toutes

⁽²³⁾ G. FILANGIERI, *La scienza della legislazione*, del cavaliere Gaetano Filangieri; notizie intorno alla vita ed alle opere di Gaetano Filangieri scritte da Ginguené, autore della Storia letteraria d'Italia, Milano, 1837.

⁽²⁴⁾ Préface aux *Fables nouvelles* par M. P.L. Ginguené, membre de l'Institut de France, Michaud frères, Paris, 1810.



les chansons provençales. Il avance également l'idée selon laquelle les Italiens nous ont pris l'usage de terminer leurs odes par une apostrophe adressée à l'ode elle-même.

L'Europe et l'Orient se sont très récemment rapprochés d'une façon que personne ne soupçonnait en 1789. L'Italie en prend conscience brutalement: l'éditorialiste d'un grand journal de Rome intitulait récemment son papier: «Il terzo mondo ci viene a casa»⁽²⁵⁾. Dans ce contexte la relecture commune de Ginguéné peut être fructueuse.

MAURICE MAUVIEL
(Université Paris V, Paris)

⁽²⁵⁾ A. RONCHEY, *La Repubblica*, 6 settembre 1989.



